

analyse

Par **Julien Vercueil**, professeur des universités en économie, vice-président délégué à la valorisation et à la responsabilité environnementale de l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco).

Photo ci-dessus : Représentants des États membres de l'Union économique eurasienne (UEEA) avant une session élargie du Conseil intergouvernemental eurasien à Cholpon-Ata, au Kirghizstan, le 15 aout 2025. L'UEEA comprend cinq pays membres (Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan et Russie), un pays candidat (Tadjikistan) et cinq potentiels (Ouzbékistan, Turkménistan, Mongolie, Chine et Iran). (© Xinhua/ Li Renzi)

L'économie de l'Asie centrale
Entre améliorations conjoncturelles et défis structurels

Les pays d'Asie centrale ont fait l'objet d'un intérêt croissant des puissances étrangères en raison de leurs richesses énergétiques et minières. Au carrefour entre l'Europe et l'Asie, comment la région entend-elle tenir un rôle de corridor stratégique et logistique en dépit de ses vulnérabilités structurelles et d'un contexte géopolitique incertain ?

L'Asie centrale pèse modestement dans le monde par sa démographie (1 %), et moins encore en termes économiques : 0,4 % du PIB mondial au taux de change courant, soit près de trois fois moins que la Turquie voisine. La région subit les effets économiques de son enclavement géographique, avec une relation aux marchés internationaux rendue difficile par l'absence d'accès direct aux mers ouvertes et des couts logistiques importants pour ses importations extrarégionales.

Pourtant, l'Asie centrale suscite un intérêt international croissant, tant pour ses ressources en matières premières et en énergie que pour sa situation géographique de carrefour logistique de couloirs terrestres reliant, d'une part, la Chine et l'Europe (Est-Ouest), et d'autre part, la Russie et le sous-continent indien (Nord-Sud).

Les États-Unis, la Chine, l'Union européenne (UE) cherchent à développer leurs échanges et leurs investissements dans la région. La Russie tente d'y maintenir ses positions, malgré le drain économique que représente la guerre en Ukraine. Face à ces grands partenaires, les pays d'Asie centrale entendent s'éviter les risques de dépendance excessive envers une relation exclusive et maximiser les retombées économiques de leurs partenariats.

Des opportunités malgré le contexte international ?

Les pays d'Asie centrale sont directement touchés par les



effets de la guerre en Ukraine, qui modifie les conditions d'exercice de la concurrence économique dans la région entre la Chine, l'UE et la Russie. L'intérêt d'un renforcement de la coopération régionale — longtemps restée lettre morte — est redoublé par cette nouvelle donne.

La Russie demeure l'un des tout premiers partenaires économiques des États centrasiatiques — hormis le Tadjikistan et le Turkménistan —, où elle conserve des intérêts importants. La rupture de ses relations avec les pays occidentaux depuis le début de la guerre à grande échelle en Ukraine affecte à la fois la demande et l'offre que la Russie adresse à la région. L'affaiblissement de l'activité économique en Russie en 2022, puis en 2025, s'est répercuté sur ses importations. Toutefois, dans le même temps, le développement du commerce de contournement des sanctions passant par la région a profité aux entreprises locales et permis à la Russie de continuer de recevoir des produits européens sous sanctions (1). Les sanctions européennes, qui ont interdit presque toute importation de pétrole à partir des oléoducs russes, ont veillé à épargner le Kazakhstan, dont 90 % des exportations de pétrole transitent par la Russie (2). Enfin, les investissements russes dans la région ne se sont pas totalement taris. Toutefois, la Russie a échoué jusqu'à présent à persuader l'Ouzbékistan de rejoindre l'Union économique eurasiatique (UEEA), toujours soupçonnée de servir en premier lieu de relais aux intérêts russes. L'influence économique de la Russie en Asie centrale a ainsi tendance à s'éroder, *a fortiori* depuis 2022.

> *« La Russie demeure l'un des tout premiers partenaires économiques des États centrasiatiques — hormis le Tadjikistan et le Turkménistan —, où elle conserve des intérêts importants. »*

Les modèles structurels de croissance de l'Asie centrale

Les économies centrasiatiques peuvent être analysées suivant la manière dont elles s'insèrent dans l'économie mondiale. Ce que nous qualifierons de « modèle 1 » d'extraversion économique reflète l'importance des matières premières minérales dans les exportations. Le Kazakhstan et le Turkménistan relèvent de ce modèle : le pétrole et le gaz représentent 61 % des exportations du Kazakhstan ; le gaz compose 92,4 % de celles du Turkménistan.

Le « modèle 2 » est caractérisé par un déficit structurel de la balance commerciale, compensé par d'importants transferts internationaux entrants de revenus (les remises) en provenance de travailleurs nationaux expatriés. Le Tadjikistan et le Kirghizstan relèvent de ce modèle : la proportion des remises y représente entre un et deux tiers du PIB, suivant les années.

Le « modèle 3 » présente une structure davantage diversifiée. Il se compose d'exportations de produits agricoles, de matières premières, mais aussi de produits de l'industrie lourde et de l'industrie manufacturière, ainsi que des services (notamment touristiques). Il intègre en outre des flux de revenus de travailleurs émigrés. L'Ouzbékistan, dont les exportations de coton, textiles, fruits, légumes, cuivre et combustibles représentent chacune une part supérieure à 3 % des exportations totales et dont la population de travailleurs émigrés est significative, correspond à ce modèle. Depuis 2020 toutefois, la diversification de ses exportations est battue en brèche par la forte croissance de ses ventes d'or, qui atteignaient en 2025 plus du tiers du total de ses exportations.



Photo ci-dessous : Supermarché de Bichkek, au Kirghizstan, le 15 janvier 2026. Le produit intérieur brut (PIB) du Kirghizstan a augmenté de 11,1 % l'année dernière pour atteindre 22,6 milliards de dollars américains, selon les données officielles publiées en janvier 2026. (© Roman/Xinhua)

Les moteurs de l'activité et les tensions inflationnistes

La croissance économique de la région est dynamique. Hors Turkménistan — dont les données conjoncturelles sont difficiles à interpréter, en raison de l'opacité de leur production (3) —, elle atteint en moyenne annuelle 8,7 % entre 2021 et 2025, un rythme supérieur à celui des pays voisins et de la plupart des pays à niveaux de revenus similaires, y compris la Chine. En 2025, elle est restée élevée surtout au Tadjikistan et au Kirghizstan, les deux pays les plus pauvres de la région (voir tableau 1).

Le principal moteur de l'activité est la consommation des ménages, stimulée par la croissance des salaires et des remises dans les pays du modèle 2 (+58 % pour le Tadjikistan, +16,5 % pour le Kirghizstan) et en Ouzbékistan (+27 % sur la première moitié de 2025), ainsi que par la hausse du crédit à l'économie. L'augmentation des remises s'explique en partie par la fermeté du rouble, devise dans laquelle sont libellées une partie importante des remises des travailleurs migrants. Au Kazakhstan, la Banque centrale a davantage contenu qu'ailleurs la progression du crédit à la consommation (4).

L'investissement a également progressé en 2025 : de 13, 15 et 20 % respectivement au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan. Les projets d'infrastructures et la mise en œuvre

Photo ci-dessous : Cérémonie d'inauguration des travaux de construction de l'autoroute Barskoon-Bedel en aout 2025, dans la région d'Issyk-Kul, dans l'Est du Kirghizstan. Cette autoroute de 150 kilomètres a pour but de faciliter les échanges commerciaux entre le Kirghizstan et la Chine. Elle sera achevée en 2030. (© Xinhua/ Jiang Youlin)





de réformes de libéralisation continuent d'attirer les investisseurs étrangers. Partout, l'État endosse un rôle moteur pour le développement de ces infrastructures. Au Kazakhstan, au Kirghizstan et au Tadjikistan, les plans nationaux privilégient les projets énergétiques — barrage de Rogun au Tadjikistan — et le transport — développement du « Corridor central » reliant la Chine à la mer Caspienne, puis à l'Europe. En Ouzbékistan, les programmes centrés sur les infrastructures urbaines, les transports et les énergies renouvelables ont attiré des investissements étrangers estimés à près de 12 milliards de dollars en 2024. Le Turkménistan développe un programme d'infrastructures autoroutières interrégionales qui réduit les temps de transport entre les complexes de l'industrie agroalimentaire de la ville de Mary et les frontières avec l'Ouzbékistan, l'Iran et l'Afghanistan, doublant le trafic routier en 2024. La Chine cofinance une autoroute de 450 km de long pour un montant total de 2 milliards de dollars (5).

Comme le prévoit le modèle 1, les évolutions macroéconomiques du Kazakhstan reflètent les dynamiques du secteur pétro-gazier. Les capacités de production du gisement pétrolier de Tengiz, ainsi que d'autres gisements de taille plus modeste, ont été augmentées, stimulant la production de pétrole dès 2025, à rebours de la baisse observée en Russie et en Azerbaïdjan (6). La contribution du seul gisement de Tengiz à la croissance du Kazakhstan est estimée à près de 0,5 point de PIB. L'industrie manufacturière progresse aussi, en particulier les constructions mécaniques (7). La hausse des prix de l'or et du cuivre exportés par l'Ouzbékistan, à laquelle s'ajoute celle du prix de l'aluminium pour le Tadjikistan, stimule la production de ces secteurs. En Ouzbékistan, la base sectorielle de la croissance économique est plus large : alors que les rendements de ses gisements d'hydrocarbures se réduisent, la production du textile, des produits plastiques et du caoutchouc augmente rapidement. Stimulé par le tourisme, dont les revenus ont dépassé 3,6 milliards de dollars en 2025 (selon le Comité du tourisme d'Ouzbékistan), le commerce de détail reflète aussi le dynamisme de la consommation intérieure, alimenté par la hausse des remises.

Cette expansion générale s'accompagne de tensions inflationnistes. Outre la hausse de la demande, l'inflation a des causes variables suivant les pays. L'augmentation des prix agricoles (+8 % en 2025), qui s'explique par des conditions météorologiques défavorables, a joué un rôle au Kazakhstan. Les prix des importations de viande ont atteint leurs plus hauts niveaux historiques. De plus, les augmentations décidées sur certains prix administrés comme l'électricité au Kirghizstan et au Kazakhstan ont attisé ces tensions (8). Seul le Tadjikistan a été relativement épargné par l'accélération de l'inflation (tableau 1).

Les finances publiques montrent une tendance au redressement. Les recettes budgétaires augmentent, tandis que les dépenses, tirées par les investissements dans les infrastructures et l'éducation, restent contrôlées. En 2025, le déficit budgétaire a été réduit à 2 % du PIB en Ouzbékistan, à 2,7 % du PIB au Kazakhstan. Les budgets publics du Tadjikistan, du Kirghizstan et du Turkménistan sont en excédent. La dette publique reste contenue (21,4 % du PIB au Tadjikistan, 22 % au Kazakhstan, 4,1 % pour le Turkménistan). Au Kirghizstan, elle est passée de plus de 64 % du PIB en 2020 à 34 % en 2025. Ces évolutions ont été saluées par une amélioration de la notation de certaines dettes souveraines et une baisse du « *spread* » (9) du Kazakhstan (10).

> *« L'insertion internationale des économies de la région se caractérise par la faiblesse de l'intégration économique régionale. »*

Une faible intégration régionale

Les comptes courants se sont aussi améliorés. Des termes de l'échange plus favorables pour les pays du modèle 1, l'augmentation de la valeur des remises pour les pays du modèle 2 contribuent à expliquer cette évolution. Pour l'Ouzbékistan, la pénétration de nouveaux marchés par les exportations agricoles et la bonne tenue des exportations de produits chimiques et textiles s'ajoutent à la hausse des prix et volumes de l'or exporté pour expliquer le redressement. Au Kazakhstan et au Kirghizstan, le ralentissement de l'économie russe a toutefois réduit les réexportations manufacturières vers ce pays.

L'insertion internationale des économies de la région se caractérise par la faiblesse de l'intégration économique régionale. Certes, les flux commerciaux intra-régionaux ont progressé de 15 % par an depuis 2016, mais cette hausse est inférieure à la croissance du commerce extérieur régional. En conséquence, la part du commerce intra-régional dans le commerce total reste inférieure à 10 % (tableau 2).

Malgré cette faiblesse, on note une croissance rapide des flux d'investissements intra-régionaux. Ils atteignent en 2025 un montant cumulé de 1,3 milliard de dollars, soit 2,8 fois leur valeur de 2016. Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan en sont les moteurs, concentrant 99 % des flux sortants et 80 % des flux entrants. Exportateur net de capitaux, le Kazakhstan tend



à se spécialiser dans la construction et les services financiers et dirige ses investissements vers l'Ouzbékistan. Ce dernier, importateur net de capitaux, présente pour ses investissements sortants un profil diversifié, avec une part non négligeable d'activités industrielles et manufacturières. Kirghizstan et Tadjikistan n'exportent pratiquement pas de capitaux. Le Kirghizstan bénéficie à parts égales d'investissements kazakhstanais et ouzbékistanais. Quant au Tadjikistan, il ne reçoit qu'une part encore marginale (2,3 %) des flux (11). La croissance de l'investissement est un facteur de dynamisme des échanges commerciaux intra-régionaux.

> *« Pour l'avenir, les institutions financières internationales préconisent de développer le potentiel agroalimentaire de la région. »*

Potentiel sectoriel et vulnérabilités

Pour l'avenir, les institutions financières internationales préconisent de développer le potentiel agroalimentaire de la région. Les couloirs de transport eurasiatiques en cours de développement peuvent contribuer à moderniser le tissu économique et réduire les couts de transport, améliorant la compétitivité des entreprises du secteur. L'essor du secteur agroalimentaire pose toutefois la question de la gestion de la ressource en eau, actuellement surutilisée par l'agriculture non alimentaire — principalement le coton. L'eau est une ressource clé pour la région, qui subit des tensions croissantes depuis quarante ans, faute de modernisation des infrastructures et des techniques d'irrigation et de coordination des politiques nationales. Le développement d'une politique concertée dans ce domaine est l'un des chantiers les plus pressants pour la région.

Des possibilités de développement diversifié existent aussi dans les énergies renouvelables, les industries touristiques, les services logistiques aux entreprises, l'extraction de métal précieux et de terres rares. Pour exploiter leur potentiel, les pays d'Asie centrale ne pourront pas compter uniquement sur leurs propres forces et devront attirer les talents, technologies et capitaux internationaux. Il reste à voir s'ils parviendront à éviter de se lancer dans une concurrence intestine pour coordonner leurs efforts dans cet objectif.

Un dernier point de vulnérabilité réside dans l'insuffisance de diversification économique et commerciale des pays de la région. Réduire la dépendance envers un nombre trop faible de partenaires économiques et de catégories de produits d'exportation est une nécessité, rendue plus pressante par la dégradation du contexte géopolitique global. Approfondir l'intégration économique régionale ne suffira pas. Les fondements du développement économique que sont l'investissement dans la modernisation des institutions, des infrastructures, de l'éducation et dans la réduction des inégalités doivent encore être consolidés dans tous les pays pour transformer les promesses économiques de la région en réalité.

Julien Vercueil

1. Indicateurs économiques des pays d'Asie centrale

	PIB (en milliards USD courants, 2025)	Revenu national brut par habitant (méthode Atlas, USD, 2024)	Taux de croissance du PIB (%, 2025)	Taux d'inflation (%, 2025)
Kazakhstan	300,5	12090	5,9	12
Ouzbékistan	132,5	3020	7,4	7,5
Turkménistan	89,1	6510	6,3	6,8
Kirghizstan	19,8	2190	10,3	9
Tadjikistan	14,8	1650	8,4	4,5

Sources : Fonds monétaire international, Banque mondiale, Banque eurasiatique de développement, 2026. Les données 2025 sont estimées.

2. Évolutions du commerce total et du commerce intra-régional des pays d'Asie centrale (2016-2024)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Commerce intra-régional (milliards USD courants)	7,1	8,7	10,7	12,5	12,2	16,6	17,8	20,3	19,7
Commerce total (milliards USD courants)	85	122,6	145,6	150,1	134,1	160,3	189,4	242,3	239,9
Part du commerce intra-régional dans le commerce total (%)	8,3	7,1	7,4	8,3	9,1	10,3	9,4	8,4	8,2

Source : élaboration de l'auteur d'après les données de United Nations Comtrade.

Notes

(1) Maxim Chupilkin, Beata Javorcik et Alexander Plekhanov, « The Eurasian Roundabout: Trade Flows Into Russia Through the Caucasus and Central Asia », *EBRD Working Paper*, nº 276, février 2023 (https://tinyurl.com/mbfd94bn).

(2) Maximilian Hess, « The Impact of Russia Sanctions on Central Asia », Foreign Policy Research Institute, 16 décembre 2024 (https://tinyurl.com/4uby3vjp).

(3) Sur ce point, voir les remarques des responsables de la dernière mission au Turkménistan du FMI : « IMF Staff Completes 2025 Article IV Mission to Turkmenistan », FMI, 10 juin 2025 (https://tinyurl.com/bd26btc3).

(4) « Macroeconomic Outlook 2026-2028 », Eurasian Development Bank, 18 décembre 2025, p. 32 (https://tinyurl.com/mtnm2hu2).

(5) « Turkmenistan Country Assessment 2025-2026 », *EBRD Transition Report 2025-26*, European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), novembre 2025, p. 3 (https://tinyurl.com/yxc6r3eu).

(6) Ana Paula Cusolito, Ivailo Izvorski *et al.*, « Jobs and Prosperity: Europe and Central Asia Economic Update », World Bank Group, 7 octobre 2025, p. 13-14 (https://doi.org/10.1596/978-1-4648-2301-5).

(7) « Macroeconomic Outlook 2026-2028 », *op. cit.*

(8) *Ibid.*, p. 8.

(9) Écart entre le taux d'intérêt accordé aux emprunts du Kazakhstan et le taux d'un actif considéré comme sans risque (les bons du Trésor américain).

(10) *Ibid.*, p. 14.

(11) « Investment Cooperation in the Eurasian Region Based on EDB Monitoring of Mutual Investments », *Report 25/14*, Eurasian Development Bank (EDB), 11 décembre 2025, p. 22-39 (https://tinyurl.com/4efpk2hn).